

SECTION 5 : OPERATIONS SUR PRODUITS DERIVES

1 - DEFINITION DES PRODUITS DERIVES

2 - DEFINITIONS DES MARCHES

3 - USAGE DES CONTRATS

4 - COMPTABILISATION DES OPERATIONS SUR PRODUITS DERIVES

SECTION 5 : OPERATIONS SUR PRODUITS DERIVES

Les établissements de crédit sont tenus de comptabiliser les produits dérivés suivant les dispositions prévues par la présente section.

1 - DEFINITION DES PRODUITS DERIVES

Les produits dérivés peuvent être classés en trois grandes catégories : les contrats à terme ferme, les contrats d'échange ou swaps et les contrats d'option.

1.1 - CONTRATS A TERME FERME

Les contrats à terme ferme de produits dérivés sont des contrats par lesquels l'une des parties (l'acheteur) s'engage à prendre livraison et l'autre partie (le vendeur) s'engage à livrer une quantité d'un instrument financier défini, à une date et pour un prix convenus d'avance.

Le dénouement du contrat peut donner lieu :

- soit à la livraison et le règlement effectifs du montant de l'instrument financier convenu ;
- soit au règlement d'un différentiel de prix ;
- soit à la conclusion d'une opération de sens inverse qui solde l'opération initiale.

1.2 - CONTRATS D'ECHANGE (SAWPS)

Les contrats d'échange peuvent se définir comme un échange bilatéral de flux de paiements futurs portant sur un montant, une durée et un échéancier donnés.

L'échange peut porter :

- soit sur des devises (swap de change ou swap cambiste) ;
- soit sur des taux d'intérêt (swap de taux d'intérêt) ;
- soit sur les deux paramètres à la fois, devises et taux d'intérêt (swap financier de devises).

1.3 - CONTRATS D'OPTION

L'option est un contrat qui lie deux parties - un acheteur et un vendeur- en vertu duquel l'acheteur acquiert le droit d'acheter ou de vendre une quantité déterminée d'un actif, à un prix convenu et pendant une période de temps définie ou à une date d'échéance donnée et ce, moyennant le versement d'une certaine somme (prime) au vendeur.

L'acheteur peut donc :

- soit exercer ou ne pas exercer son droit d'acheter ou de vendre l'actif objet du contrat ;
- soit solder sa position en revendant l'option avant son échéance.

La définition des principaux produits dérivés appartenant à chaque catégorie susvisée est donnée en annexe à la présente section.

2 - DEFINITION DES MARCHES

Il existe deux grandes catégories de marchés : les marchés réglementés et les marchés de gré à gré qui, sous certaines conditions, peuvent s'assimiler aux marchés réglementés.

2.1 - MARCHES REGLEMENTES

Un marché réglementé, ou marché organisé, est un marché d'instruments financiers figurant sur une liste arrêtée par la législation en vigueur du pays où est situé le siège statutaire de l'organisme qui assure les négociations.

Ces marchés se caractérisent par l'existence des éléments indiqués ci-après permettant d'assurer la sécurité, la transparence et la liquidité des transactions :

- une chambre de compensation qui a pour objet d'assurer la compensation des transactions entre les adhérents et d'en assurer la bonne fin ;
- un système de dépôts de garantie (déposit) dans lequel chaque partie est tenue de constituer, auprès de la chambre de compensation, un dépôt sous forme d'espèces ou de titres, destiné à assurer la bonne fin de l'opération et à couvrir les pertes en cas de défaillance d'une partie ;
- un système d'appel de marge (call margin) dans lequel chaque partie est tenue d'effectuer, chaque jour, le règlement en espèces de ses pertes de la journée ;
- des montants et des échéances de contrats standardisés ;
- la réversibilité des contrats qui permet de clôturer une position, soit par la livraison de l'instrument sous-jacent, soit par la réalisation d'une opération symétrique ayant pour effet d'annuler l'opération initiale.

2.2 - MARCHES DE GRE A GRE

Les marchés de gré à gré, dits aussi « over-the-counter (OTC) », sont ceux qui ne répondent pas à la définition d'un marché réglementé. Les contrats, les montants et les échéances sont librement définis par les parties.

2.3 - MARCHES DE GRE A GRE ASSIMILES AUX MARCHES REGLEMENTES

Sont assimilés aux marchés réglementés :

- les marchés de gré à gré dont la liquidité peut être considérée comme assurée notamment par la présence d'établissements de crédit mainteneurs de marché, qui assurent une cotation permanente des cours acheteurs et vendeurs dont les fourchettes correspondent aux usages du marché ;
- les marchés d'options dont la liquidité peut être considérée comme assurée notamment par la cotation de l'instrument sous-jacent sur un marché réglementé.

3 - USAGE DES CONTRATS

Quel que soit le type de contrats, à terme ferme ou optionnel, réalisés sur un marché réglementé ou de gré à gré, leur finalité est toujours fonction de la motivation de l'établissement de crédit. Ces contrats peuvent porter soit sur des opérations de couverture, soit sur des opérations de transaction.

La qualification des opérations doit être précisée dès leur initiation.

3.1 - OPERATIONS DE COUVERTURE

Les opérations de couverture ont pour objet de permettre à l'établissement de crédit de se prémunir contre un risque de change, de taux d'intérêt ou de prix en prenant une position symétrique à celle de la position exposée.

3. 1.1 - OPERATIONS DE COUVERTURE ISOLEE

Les opérations de couverture isolée ont pour objet de couvrir un élément isolé ou un ensemble d'éléments de caractéristiques homogènes, notamment au regard de la sensibilité de ces éléments aux variations de taux d'intérêt.

Peuvent faire l'objet d'une couverture isolée les éléments indiqués ci-dessous :

- un actif, un passif ou un engagement hors bilan ;
- une opération future, si celle-ci a une probabilité élevée de réalisation, qui est à apprécier à partir de critères objectifs et vérifiables.

Les conditions préalables à remplir pour qualifier une opération de couverture isolée sont les suivantes.

1. L'élément couvert contribue à exposer l'établissement de crédit à un risque de variation de taux d'intérêt, de change ou de prix.
2. Les contrats de couverture ont pour objet et pour effet de réduire ce risque. Il doit donc exister une corrélation significative entre l'opération couverte et l'instrument de couverture. La disparition de cette corrélation implique un reclassement immédiat de l'opération de couverture.
3. Dès l'origine, les contrats de couverture doivent être identifiés et traités comptablement comme tels, notamment par l'utilisation des comptes appropriés du hors bilan et des comptes d'attente pour l'enregistrement des résultats sur les opérations non dénouées.

Les informations permettant de considérer une opération comme une opération de couverture doivent être conservées et tenues à la disposition des organes concourant au contrôle interne ou externe de l'établissement de crédit.

3. 1.2 - OPERATIONS DE COUVERTURE GLOBALE

Les opérations de couverture globale ont pour objet de couvrir et de gérer le risque global de taux d'intérêt de l'établissement de crédit sur l'actif, le passif et le hors bilan.

Les contrats d'échange sont classés dans cette catégorie lorsque les conditions ci-après sont réunies.

1. L'établissement de crédit doit disposer des outils lui permettant de mesurer son risque de taux globalement sur l'ensemble de ses actifs, passifs et engagements hors bilan.
2. L'établissement de crédit doit être en mesure de justifier que les contrats comptabilisés dans cette catégorie permettent de réduire effectivement l'exposition globale au risque de taux d'intérêt.
3. La Direction Générale de l'établissement de crédit a préalablement pris une décision particulière de gestion globale du risque de taux d'intérêt.

3.2 - OPERATIONS DE TRANSACTION

Les opérations de transaction ont pour objet de tirer partie de l'évolution des prix en prenant une position à la hausse ou à la baisse.

Sont classées également dans cette catégorie, les opérations d'arbitrage qui permettent de tirer profit des distorsions entre prix au comptant et à terme, entre différentes échéances ou entre différents instruments ou marchés.

4 - COMPTABILISATION DES OPERATIONS SUR PRODUITS DERIVES

4.1 - COMPTABILISATION DE L'ENGAGEMENT

L'établissement de crédit doit comptabiliser dans le hors bilan les opérations sur produits dérivés dès leur conclusion dans les comptes appropriés de la rubrique « Engagements sur produits dérivés » de manière à identifier les opérations suivant les critères ci-après :

- marché réglementé ou de gré à gré ;
- support des contrats ;
- achat ou vente de contrat ;
- opérations de transaction, de couverture isolée ou de couverture globale ;
- opérations fermes ou optionnelles.

Cet enregistrement se fait à la valeur nominale du contrat ou de l'instrument sous-jacent. Pour les options, lorsque la valeur nominale n'est pas significative, options sur actions par exemple, c'est le prix d'exercice qui est retenu.

Chaque engagement doit donner lieu à une inscription distincte sans compensation entre les achats et les ventes. Toutefois, plusieurs engagements relatifs à des achats ou ventes d'instruments peuvent faire l'objet d'une inscription globale dans les deux cas suivants :

- ils portent sur des opérations ou sur des instruments de même nature et ils ont la même échéance ;
- ils sont souscrits avec la même contrepartie et conclus par référence à des conditions juridiques identiques.

4.2 - COMPTABILISATION DES DEPOTS DE GARANTIE

Les dépôts de garantie versés ou reçus, à l'occasion d'opérations sur les marchés de produits dérivés, sont comptabilisés de la manière indiquée ci-dessous.

1. Les dépôts en espèces sont comptabilisés dans les comptes « Dépôts de garantie versés sur opérations de marché » pour les dépôts versés et « Dépôts de garantie reçus sur opérations de marché » pour les dépôts reçus.
2. Le compte « Dépôts de garantie versés sur opérations de marché » doit distinguer les dépôts de garantie versés pour compte propre de ceux versés pour le compte de la clientèle.
3. Les titres mis ou reçus en dépôt de garantie sont comptabilisés dans le hors bilan sous la rubrique « Valeurs et sûretés données ou reçues en garantie ».

4.3 - COMPTABILISATION DES PRIMES D'OPTIONS

Les achats et les ventes d'options sont comptabilisés suivant les dispositions indiquées ci-dessous.

1. La prime payée par l'acheteur, dès la conclusion du contrat, est un élément d'actif susceptible de se valoriser et d'être vendue (si l'option est négociable). Elle est enregistrée dans le poste « Instruments optionnels achetés ». Lors de chaque arrêté comptable, la dépréciation de la prime est, le cas échéant, constatée.

2. La prime perçue par le vendeur n'est acquise qu'à l'échéance du contrat ou lors de son rachat. Elle est constatée au passif dans le poste « Instruments optionnels vendus ». Lors de chaque arrêté comptable, la perte latente fait l'objet, le cas échéant, d'une provision pour risques et charges.

3. Lors de la revente, du rachat, de l'exercice ou à l'échéance de l'option, la prime est inscrite dans le compte approprié de produits ou de charges.

4. A chaque arrêté comptable, le résultat d'une option est constitué par la différence entre la valeur de marché de la prime et sa valeur comptable. Ce résultat est comptabilisé conformément aux dispositions énoncées dans le paragraphe 4.4, suivant la catégorie dans laquelle l'option est classée et selon que l'opération est traitée sur un marché réglementé ou sur un marché de gré à gré.

4.4 - COMPTABILISATION DES RESULTATS

Le résultat d'un produit dérivé correspond à la différence entre la valeur comptable du contrat et sa valeur de marché (l'écart positif, valeur de marché du produit supérieure à sa valeur comptable pour un achat, et inversement pour une vente, constitue un gain latent, l'écart négatif, valeur de marché du produit inférieure à sa valeur comptable pour un achat, et inversement pour une vente, constitue une perte latente).

Le résultat englobe également, pour les swaps de taux et les swaps financiers de devises, les intérêts courus sur le montant notionnel.

A chaque période définie par le contrat ou à la liquidation du contrat, le résultat d'un produit dérivé est constitué par le montant payé par l'une des parties et reçu par l'autre.

4. 4.1 - RESULTATS SUR OPERATIONS DE TRANSACTION

Les gains et les pertes latents relatifs à des opérations de transaction traitées sur les marchés réglementés et les marchés assimilés aux marchés réglementés sont comptabilisés dans le compte de produits et charges à chaque arrêté comptable.

Les gains et les pertes latents relatifs à des opérations réalisées sur les marchés de gré à gré n'est comptabilisé qu'au dénouement des contrats. Pour les opérations non dénouées, lors de chaque arrêté comptable, les gains latents ne sont pas constatés alors que les pertes latentes font l'objet d'une provision pour risques et charges. Cette provision est calculée pour le risque net encouru après compensation, le cas échéant, pour chaque catégorie de produits, entre les gains et les pertes latents.

Les intérêts courus sur les deux branches des swaps de taux et des swaps financiers de devises font l'objet d'une comptabilisation en produits et en charges prorata temporis. Les produits et les charges sur un même contrat font l'objet d'un enregistrement pour leur montant net.

4. 4.2 - RESULTATS SUR OPERATIONS DE COUVERTURE ISOLEE

Les résultats sur les opérations de couverture isolée sont comptabilisés de la manière indiquée ci-dessous.

1. La comptabilisation du résultat de l'opération de couverture s'effectue de manière symétrique à la comptabilisation du résultat de l'élément couvert et sur les mêmes bases.

2. Cette comptabilisation s'effectue, le cas échéant, sur la durée de vie résiduelle de l'élément couvert.

3. Si l'élément couvert est évalué au prix de marché, le résultat de l'opération de couverture est comptabilisé dans le compte de produits et charges suivant les mêmes règles. Ces règles, destinées à assurer le respect du principe de symétrie, s'appliquent notamment à la couverture des titres de transaction.

4. Les intérêts courus sur les deux branches des swaps de taux et des swaps financiers de devises font l'objet d'une comptabilisation en produits ou en charges prorata temporis. Les produits et les charges sur un même contrat font l'objet d'un enregistrement pour leur montant net.

5. La constitution d'une provision sur l'élément couvert ne s'effectue, le cas échéant, qu'après la prise en compte du résultat de l'opération de couverture. La provision doit donc s'effectuer sur le montant de la moins-value latente, déduction faite du résultat de l'opération de couverture.

6. En cas de sortie de l'élément couvert (échéance ou cession) le contrat peut être maintenu dans la même catégorie, en couverture d'autres éléments homogènes, ou transféré vers une autre catégorie. Le contrat est alors évalué conformément aux règles applicables à la catégorie dans laquelle il est transféré.

7. Les profits ou pertes réalisés sur les opérations de couverture d'une transaction future sont différés jusqu'à la réalisation de la transaction couverte. Pour atteindre ce but, il est fait usage des comptes de régularisation :

3841 - Pertes potentielles sur opérations de couverture non dénouées

3842 - Gains potentiels sur opérations de couverture non dénouées

Lors de la réalisation de la transaction future, les pertes ou gains enregistrés dans les comptes susvisés sont transférés dans les comptes indiqués ci-dessous :

3845 - Pertes à étaler sur opérations de couverture dénouées

3846 - Gains à étaler sur opérations de couverture dénouées

Le résultat de l'opération de couverture, figurant dans les comptes ci-dessus, est alors constaté en résultat de manière symétrique et suivant les mêmes bases que celle de la transaction couverte.

4. 4.3 - RESULTAT SUR OPERATIONS DE COUVERTURE GLOBALE

Le résultat sur les contrats classés dans cette catégorie est comptabilisé conformément au principe général décrit dans le paragraphe 4. 4.1. Néanmoins, lors des arrêts comptables, aucune provision n'est constatée en cas de perte latente.

Annexe : Définitions des principaux produits dérivés

1 Une opération de change à terme est un contrat par lequel deux parties conviennent d'échanger, à une date déterminée, une quantité de monnaie contre une quantité d'une monnaie différente. Cette opération est définie dans la section « Opérations en devises » et enregistrée dans le poste « Opérations de change à terme ».

1. Un contrat de change à terme sur marché réglementé ne donne lieu, en général, qu'au règlement d'un différentiel entre le prix convenu et le prix de marché au moment de la liquidation. Il est comptabilisé sous la rubrique « Produits dérivés ».

2. Un swap de devises est un contrat par lequel deux parties conviennent d'échanger, au comptant, une quantité de monnaie contre une quantité d'une monnaie différente et de procéder, à une date ultérieure, à un échange symétrique, au même cours que l'opération initiale ou à un cours différent. Entre l'échange initial et l'échange final, les parties peuvent convenir :

- qu'il n'y aura pas d'échange de flux intermédiaires d'intérêts ; l'opération est alors qualifiée de « swap cambiste » ou « swap de change » ;
- qu'à des dates déterminées, des échanges intermédiaires de flux d'intérêts, basés sur le montant des deux devises échangées, auront lieu ; l'opération est alors qualifiée de « swap financier de devises ».

Ces opérations sont enregistrées sous la rubrique « Opérations de change à terme ». Les établissements de crédit sont tenus d'identifier dans leur système d'information ces deux catégories d'opérations.

3. Un swap de taux d'intérêt ou échange de conditions de taux d'intérêt, ou « interest rate swap » (IRS) est un contrat par lequel, deux parties conviennent d'échanger, à des dates déterminées, des flux d'intérêt basés sur un capital notionnel. Le swap de taux le plus classique, connu sous le terme de « plain vanilla », consiste à échanger un taux d'intérêt fixe contre un taux d'intérêt variable. Un autre contrat classique, connu sous le terme de « basis swap » consiste à échanger un taux d'intérêt variable contre un autre taux d'intérêt variable, mais de nature différente, par exemple un taux monétaire contre un taux obligataire.

4. Un contrat à terme de taux d'intérêt est un contrat par lequel deux parties conviennent de recevoir (ou de livrer) un titre de créance ou un prêt notionnel, à un prix déterminé et à une échéance déterminée. Le dénouement de l'opération peut se faire par la livraison et le règlement effectifs de l'instrument. Mais, dans la majorité des cas, le dénouement se fera par le règlement du différentiel de prix entre le prix convenu et son prix le jour du dénouement. Ces contrats portent principalement sur les obligations du Trésor, tels les « T. Bonds » ou le « contrat notionnel », des dépôts notionnels à trois mois, tels les contrats « eurodollars trois mois » ou « Pibor 3 mois ». Dans cette catégorie, sont classés les contrats à terme négociés sur les principaux marchés réglementés de produits dérivés tels le CBOT (Chicago Board of Trade), le LIFFE (London financial future exchange and options) ou le MATIF (Marché à terme international de France).

5. Un Forward rate agreement (FRA) ou accord de taux futur, est une opération de gré à gré par laquelle deux parties conviennent d'un prêt notionnel, d'un montant déterminé, qui prendra effet à une date future (date de détermination du taux variable) pour une période fixée (période d'application). A la date de détermination du taux variable, l'opération se dénouera, non pas par un prêt effectif, mais par le paiement d'un différentiel égal à la différence entre le taux fixe convenu et le taux variable constaté sur le marché.

6. Un Indice boursier, qui a pour objet de mesurer les évolutions d'une bourse ou d'un échantillon de valeurs représentatives de cette bourse, peut donner lieu à des contrats d'achats et ventes à terme dont le dénouement se traduira par le paiement du différentiel entre la valeur de l'indice fixée lors de la conclusion du contrat et sa valeur au dénouement.

7. Un contrat d'option, est un contrat par lequel un vendeur ouvre à un acheteur le droit d'acheter (option d'achat ou call) ou de vendre (option de vente ou put) une quantité d'actifs financiers, à un cours déterminé (prix d'exercice ou strike price), jusqu'à (option à l'américaine) ou à (option à l'européenne) une échéance déterminée. En contrepartie, l'acheteur verse au vendeur, lors de la conclusion de l'opération, une indemnité (prime ou premium). Durant la période optionnelle, l'acheteur peut exercer son droit (lever son option) ou renoncer à son droit (abandon). En cas d'exercice, l'acheteur du call reçoit, ou livre, l'actif financier convenu, au prix convenu. Les options peuvent porter sur tous les types de contrats exposés précédemment. Les principaux contrats d'options sont les options de change, sur swaps de taux, sur obligations et bons du Trésor, sur contrats à terme de taux d'intérêt, sur actions et indices boursiers.

8. Un Cap, floor ou collar s'analyse comme une série d'options successives, portant sur un capital notionnel, par lesquelles, pendant une certaine durée et contre le paiement d'une prime :

- un emprunteur se garantit un taux de refinancement maximum (cap) ; aux périodes contractuelles, l'acheteur du cap reçoit du vendeur le différentiel de taux entre le taux plafond garanti et le taux du marché, si ce dernier est plus élevé ;
- un prêteur se garantit un taux de rendement minimum (floor) ; aux périodes contractuelles, l'acheteur du floor reçoit du vendeur le différentiel de taux entre le taux plancher garanti et le taux du marché, si ce dernier est moins élevé ;
- un emprunteur se garantit un taux de refinancement maximum et minimum dans une fourchette, ou un tunnel, de taux (collar). L'opération s'analyse, pour l'acheteur d'un collar, comme l'achat d'un cap à un taux déterminé et la vente d'un floor à un taux inférieur. Les deux primes s'égalisent généralement de sorte que l'acheteur n'a pas à payer de primes.